

ABB: cession des activités solaires à Fimer finalisée

Le géant de l'électrotechnique ABB a annoncé la finalisation de la cession de ses activités dans les énergies solaires à l'italien Fimer. L'opération avait entraîné pour le géant zurichois des charges additionnelles de quelque 430 millions de dollars au deuxième trimestre, auxquelles se sont ajoutés jusqu'à 40 millions en frais de séparation en seconde moitié d'année. «La finalisation de ce désinvestissement est une nouvelle étape dans notre stratégie de gestion systématique des activités», a indiqué dans un communiqué Tarak Mehta, président des activités du groupe dans l'électricité. Le groupe zurichois va continuer à intégrer des solutions photovoltaïques dans ses autres produits, notamment à destination des habitations connectées, le stockage énergétique et le rechargement des véhicules électriques.

LE FOURNIL ROMAND: suppression d'emplois

Le Fournil Romand, à Satigny (GE), avait annoncé une importante restructuration en décembre dernier après la perte d'un client historique. L'ampleur des coupes dans les effectifs est aujourd'hui connue. La société va supprimer 45 postes sur les 121 que compte son site de production genevois, a indiqué *Radio Lac*. Laurent Paoliello, le porte-parole du Département genevois de la sécurité, de l'emploi et de la santé, a indiqué qu'une procédure de consultation a été menée entre la direction et les employés de l'entreprise. — (awp)

Alpiq a subi une lourde perte en 2019

ÉNERGIE. Le groupe valdo-soleurois affiche un découvert net de 268 millions de francs et une chute de 21% du chiffre d'affaires à 4,1 milliards.

Touché de plein fouet par la sortie du charbon, Alpiq a affiché une lourde perte nette de 268 millions de francs en 2019, quatre fois plus importante qu'en 2018, malgré la bonne tenue des énergies renouvelables et du négoce international d'énergie.

Le groupe de production d'électricité valdo-soleurois, qui n'est plus coté en bourse depuis le 17 décembre 2019, a fait état d'une chute de 21% du chiffre d'affaires à 4,1 milliards de francs, a-t-il annoncé dans un communiqué. Quant au résultat brut d'exploitation (Ebitda), il a bondi à 168 millions de francs l'année dernière, contre seulement 9 millions en 2018.

Le bénéfice d'exploitation (Ebit) s'est par contre encore dégradé à -233 millions, contre -160 millions l'année précédente.

Réduction de l'endettement

Cette différence entre l'Ebitda et l'Ebit s'explique par des amortissements et dépréciations de 401 millions de francs. Ces dernières concernent essentiellement les immobilisations corporelles sur les centrales à charbon tchèques de Kladno et Zlin (186 millions). Motivée pour des raisons stratégiques, la vente de ces deux centrales thermiques a généré un recul de la contribution au résultat par comparaison avec l'exercice précédent. Mais en même temps, Alpiq est parvenu à réduire de



ANDRÉ SCHNIDRIG. Le CEO table sur une reprise du résultat en 2020 grâce à un impact des prix de l'électricité et du CO₂ sur les marchés.

plus de 60% les émissions de CO₂ de ses centrales. Grâce à la mise en oeuvre de sa stratégie fi-

nançière, Alpiq a poursuivi la réduction de l'endettement net à 206 millions de francs, après 247

millions au bouclage de l'exercice 2018.

La production d'électricité en Suisse est certes respectueuse de l'environnement mais elle est déficitaire (-26 millions de francs au niveau de l'Ebitda), tandis que celle produite à l'international a continué d'apporter la plus forte contribution au groupe.

Suite au démantèlement récent de la centrale nucléaire de Mühleberg, les prochains candidats au débranchement sont encore loin. Si la nouvelle stratégie énergétique de la Suisse prévoit l'abandon progressif de l'énergie nucléaire – dont notre pays tire 40% de son électricité – les autres centrales pourront continuer à fonctionner tant qu'elles seront sûres. La centrale de Gösigen, propriété à 40% d'Alpiq et inaugurée en 1979, doit encore tourner au moins jusqu'en 2034. La centrale

de Leibstadt (notamment détenue par Alpiq, Axpo, BKW et CKW), active depuis 1984, doit quant à elle rester opérationnelle au minimum jusqu'en 2045.

LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ EN SUISSE EST RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT MAIS DÉFICITAIRE DE 26 MILLIONS DE FRANCS AU NIVEAU DE L'EBITDA.

Dans ces circonstances, le conseil d'administration propose de renoncer au versement d'un dividende pour le cru 2019.

La direction d'Alpiq table sur «une reprise attendue du résultat pour 2020», sans préciser de chiffre, grâce à un impact positif des prix de l'électricité et du CO₂ sur les marchés de gros. — (awp)

Les chiffres 2019 soulèvent une question délicate

COMMENTAIRE. La rémunération de la CEO sortante en 2018 Jasmin Staiblin n'est pas le seul aspect qui interpelle dans le cadre de la présentation des chiffres d'Alpiq. Ceux-ci affichent un déficit encore plus important qu'attendu en raison notamment de la sortie du charbon. Ils contiennent d'importantes dépréciations effectuées cette fois-ci à hauteur de 313 millions de francs dans Generation International (centrales de Kladno et Zlin pour 186 millions) et de 57 millions dans Generation Switzerland. Alpiq préfère se foca-

liser sur la reprise du résultat attendue pour cette année. Ce lourd déficit 2019 va pourtant se faire ressentir une nouvelle fois dans les résultats de Romande Energie, actionnaire d'Alpiq par le biais de sa participation dans EOS. Mais il suscite surtout une question délicate dans le cadre de l'acquisition des parts en mains du public au prix de 70 francs par titre ayant permis de décaler Alpiq le 17 décembre. Les résultats 2019 ont-ils été présentés ainsi, avec des dépréciations importantes, afin de justifier ce prix, qui a été contesté par des éva-

luations concurrentes, et rassurer les actionnaires ayant cédé leurs parts? Mettre en évidence les risques liés à un scénario positif pour les années à venir pour contester des estimations de prix plus optimistes paraît d'autant moins suffisant que grâce aux contrats à terme, une part importante de l'évolution future est connue. Ce seront peut-être justement les actionnaires de Romande Energie qui pourraient se réjouir dans les années à venir, cette fois grâce à une contribution positive d'Alpiq. (Christian Affolter)

La fondation PRO déménagera pour se pérenniser

INSERTION PROFESSIONNELLE. Basée au Petit Lancy, la société qui emploie 450 personnes dont une belle part en situation de handicap installera bientôt ses ateliers à Plan-les-Ouates.

SOPHIE MARENNE

«Tourbillon nous donnera un nouveau souffle», aspire Ivan Haro, directeur général de l'entreprise sociale privée PRO. Après une année à ce poste, il jette un regard optimiste sur l'avenir de cette firme qui se dédie à l'intégration par le travail. La profonde restructuration vécue en 2018, qui a vu la précédente équipe de direction quitter l'aventure, appartient bel et bien au passé. «Il a fallu remobiliser les travailleurs et raffermir nos liens avec les clients et partenaires», raconte le capitaine de cette structure qui offre un travail à 450 collaborateurs dont 300 en emploi adapté. Exclue du premier marché du travail, ces derniers sont des individus atteints d'un handicap physique, psychique, sensoriel ou mental; des personnes en réinsertion après une maladie ou un accident, des chômeurs de longue durée ou des migrants. «Le but est de leur trouver – en fonction de leurs compétences, envies et situation – le métier pour lequel ils sont les plus aptes», explique l'ingénieur civil de formation.

6000 m² supplémentaires

A la fois à l'étroit dans ses locaux du Petit Lancy et arrivant au bout de son contrat de location, PRO était en quête d'un nouveau toit: «Les projets de transformation sur le site lancés n'étaient pas

idéaux. En parallèle, la Fondation Hans Wilsdorf nous a demandé si nous étions intéressés par intégrer l'un des bâtiments qu'elle a acquis, au sein du futur Espace Tourbillon de Plan-les-Ouates. Cet immeuble accueillera dix entreprises sociales.»

Le déménagement prévu pour 2021 permettra à PRO de déployer ses activités sur 15.000 m², à la place des 9000 actuels. A noter que PRO occupera 45% de la

«NOS EMPLOYÉS POURRONT Y TRAVAILLER DANS DE MEILLEURES CONDITIONS. NOUS Y STIMULERONS NOS ACTIVITÉS EXISTANTES ET EN LANCERONS DE NOUVELLES.»

surface de cet édifice. Celui qui a travaillé 20 ans dans le gros œuvre avance: «Nos employés pourront y travailler dans de meilleures conditions. Nous y stimulerons nos activités existantes et en lancerons de nouvelles, dans un objectif de pérennité.»

L'un des atouts du lieu sera son esprit de mutualisation. Des outils de production ou encore des lieux clés comme la blanchisserie seront partagés entre les divers locataires du bâtiment. Dominique Perron, président du conseil de fondation depuis 2018, décrit: «Ce choix est un reflet des

valeurs des institutions sociales qui y seront logées mais aussi l'économie de partage qui est dans l'air du temps.»

Grâce à ses 600 clients

Fondé en 1987, l'organisme de réinsertion était alors bien loin de ces ambitions. C'était, à l'origine, un petit atelier fondé par le groupe Conrad Zschokke – devenu Implemia – destiné à ses maçons, cassés par des années de chantier. Au fil des ans, d'autres ateliers ont été ajoutés: électricité, menuiserie, restauration, ... Jusqu'à devenir l'entreprise sociale multisectorielle qu'elle est aujourd'hui.

Son but de réinsertion par le travail n'a pas changé, le long de ces 30 ans. Mais ses activités ont, elles, évolué. Elles se répartissent entre trois secteurs: l'administratif, la restauration et les ateliers industriels (de la logistique à la blanchisserie, en passant par la menuiserie ou le conditionnement). L'offre de PRO s'est constituée par opportunité, cherchant toujours à créer davantage d'emplois.

Dominique Perron appuie: «L'esprit entrepreneurial de notre organisation vise à valoriser le travail des personnes en situation de handicap à tel point que nous puissions le vendre quotidiennement à nos 600 clients.» Un pari réussi puisque le chiffre d'affaires de PRO dépasse les 25 millions de

francs annuels dont la part d'autofinancement est largement majoritaire, à hauteur de 80%. «Cette part fluctue d'année en année, en fonction du nombre de personnes en situation de handicap que nous accueillons et des subventions qui nous sont accordées en proportion, dans le cadre de partenariats avec l'Etat de Genève.»

En quête de partenaires

Selon celui qui a pris les rênes de la direction au printemps dernier, le modèle de PRO est viable et offre encore de belles possibilités de développement. Il cite des col-

laborations signées récemment avec de jeunes sociétés comme le sous-traitant horloger Hor'Us, la marque de sticks qui revalorise les fruits locaux FructiBon ou la compagnie de lessive écologique la Corde à Linge.

Un autre axe de développement pour l'entreprise est de renforcer son modèle «Duo PRO». Portées par une personne en situation d'emploi adapté accompagné par un professionnel, ces missions se déroulent directement chez le client. Elles durent de quelques jours à plusieurs mois et se déroulent dans les domaines de la

menuiserie, l'intendance, l'électricité, l'archivage, le nettoyage ou encore l'économat. «Les sociétés peuvent ainsi intégrer des personnes en situation de fragilité, sans pour autant en être responsables d'un point de vue administratif», souligne Ivan Haro en indiquant que cette forme de partenariat existe depuis une quinzaine d'années. Dominique Perron complète: «Nous cherchons activement des entreprises qui aimeraient tenter cette expérience.» Quitte à inventer ensemble d'autres modèles de collaboration. ■

Défi d'autant plus grand vu la fragilité de certains

Pour les individus exclus du premier marché du travail, il n'y a aucune file d'attente ou tests avant de rejoindre PRO. «A ce jour, nous engageons toutes les personnes en capacité de travailler, à la suite d'un stage de découverte de deux semaines», note Ivan Haro. Si cet effectif nécessite quelques adaptations, par rapport à une société classique, les horaires et les règles à respecter sont les mêmes qu'ailleurs. «Les postes de travail sont adaptés d'un point de vue ergonomique, et le souci de productivité est toujours là.» L'encadrement au quotidien est assuré par des professionnels des métiers concernés ainsi que, de façon transversale, par le service des ressources humaines et une psychologue.

Pour l'équipe de direction le déménagement représente un défi colossal à plusieurs titres. «D'abord, il faut que nous puissions garantir une continuité de notre production vis-à-vis de nos clients. La planification des transferts, service par service, est donc essentielle. Ensuite, l'aspect le plus complexe est hu-

main car il nous faut prendre en compte les fragilités de chacun», indique le directeur.

Son équipe et lui travaillent d'ores et déjà pour minimiser l'impact de ce bouleversement. Outre des séances d'informations en interne, ils mettent en place des espaces de parole pour que les collaborateurs appriivoient ce changement. «Une journée portes ouvertes en juin les invitera à s'approprier les lieux, en compagnie de leur famille.»

L'inquiétude des employés porte surtout sur la question de la mobilité, notamment sur l'accessibilité en transport en commun. Deux lignes de bus rejoignent actuellement la zone industrielle. L'extension du tram 15 se fait quant à elle attendre. Prévu à l'origine pour 2018, le chantier n'a toujours pas reçu le feu vert de l'Office fédéral des transports. Dominique Perron assure: «Au sein du groupe de travail qui rassemble les dix entreprises sociales, nous planchons sur des solutions de mobilité communes.» ■